

## **Evolutions in the Southern Mediterranean: Implications for the European Union**

Jean Monnet Conference, Brussels, 30th and 31st May 2011

Janaina Herrera, Chibli Mallat

Mesdames, Messieurs,

Je suis particulièrement honorée d'être aujourd'hui parmi vous pour réfléchir ensemble au sens et à la portée de ce que vous appelez prudemment des « évolutions », et que nous préférons nommer la Révolution Non-violente du Moyen Orient.

J'interviens en mon nom ainsi qu'en celui du Professeur Mallat, titulaire de la Chaire Jean Monnet de Droit Européen à l'Université Saint Joseph de Beyrouth, juriste spécialiste de droit musulman, présentement à la faculté de droit à Harvard.

Mais je m'exprime principalement au nom d'un collectif, l'ONG Droit à la Nonviolence (DN), que nous avons fondée il y a moins de deux ans à Beyrouth avec pour mission de soutenir les mouvements de résistance pacifique aux dictatures du Moyen Orient.

C'était à l'époque une démarche idéaliste, un pari presque pascalien sur le potentiel révolutionnaire et non violent des sociétés arabes qui en a fait sourire plus d'un. A leur crédit, la situation dans la région paraissait totalement bloquée, les tyrans solidement installés à la tête de leur régime et les sociétés civiles faibles, divisées, inconsistantes. Mais nous savions avant même l'élan de la Révolution du Cèdre de 2005 et de la Révolution Verte en Iran en 2009 que la Révolution non violente du Moyen-Orient était en marche, et nous en avons alors écrit les manifestes.<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Sur le Liban, l'ouvrage 2221: Lebanon's Cedar Revolution, Essay on Nonviolence and Justice, Beirut, [Lir], 2007, également sur <http://www.mallat.com/articles/March2221.htm>; sur l'Iran, 'A legal manifesto for Iran's Green

Les événements ont justifié notre approche. Il s'agit maintenant de pérenniser ces mouvements révolutionnaires et non violents et d'en inscrire les principes au cœur des institutions. Le droit, et le droit constitutionnel en particulier, est au centre de nos efforts.

Je voudrais ici esquisser quelques réponses aux trois grandes questions qui nous occupent tous :

- Quelle est la nature des révolutions moyen-orientales ?
- Sur quel nouvel ordre vont-elles déboucher ?
- Quel rôle pour l'UE ?

## **1 - Considérations sur la nature des révolutions arabes: nationales, libérales et postislamiques.**

- **Un nationalisme « positif »**

Ce sont des révolutions **nationales**. Elles n'ont rien de postmoderne, qu'on ne se laisse pas abuser par le recours aux « nouveaux medias sociaux ». Le sens profond de ces révolutions est certainement la reconquête par les peuples de l'Etat-nation, et surement pas son dépassement.

La contagion des révolutions ne signifie pas non plus renaissance du sombre **panarabisme que nous avons longtemps fustigé**.<sup>2</sup> les manifestants sont avant tout des Syriens, des Yéménites, des Tunisiens très au clair sur leur identité. Et lorsqu'ils font référence aux autres, c'est en signe de solidarité avec des voisins qui luttent pour les mêmes causes – liberté et justice – mais chacun dans son propre pays. Si le

---

Revolution', Daily Star, 7 Juillet 2009, <http://www.mallat.com/imag/pdf/Mallat7July09.pdf>; 'Whither Iran? Keeping the Green Revolution non-violent', Daily Star, 30 Juillet 2009, <http://www.mallat.com/imag/pdf/Note30July09.pdf>; 'Interview by Gareth Smyth: Lebanese intellectual Chibli Mallat outlines principles for non-violent change in Iran, Tehran Bureau, 7 Juillet 2009, <http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/tehranbureau/2009/07/legitimation-crisis.html#ixzz1NIWk9534>; 'Ce qui ne peut plus durer en République islamique d'Iran', L'Orient Le Jour, 6 Août 2009, [http://www.righttononviolence.org/images/PDF/20090806\\_republiqueislamiquediran\\_lorientlejour.pdf](http://www.righttononviolence.org/images/PDF/20090806_republiqueislamiquediran_lorientlejour.pdf); 'al-murtakaz al-qanuni lil-thawra al-khadra' fi Iran', Nahar, 1 Juillet 2009; [http://www.righttononviolence.org/images/PDF/200906\\_mourtakaz\\_kanouni\\_lilsawraalkhadraa.pdf](http://www.righttononviolence.org/images/PDF/200906_mourtakaz_kanouni_lilsawraalkhadraa.pdf)

<sup>2</sup>'White Arabism', Bitter Lemon International, 3 March 2005, <http://www.bitterlemons-international.org/previous.php?opt=1&id=74#302> ; également publié en arabe dans an-Nahar et en norvégien, NYTid 24 March 2005; voir le débat dans Joseph Braude, "Arab nationalists react to Saddam's trial", *The New Republic*, 12.12.2005, Michael Totten, 'The rise of White Arabism', <http://www.michaeltotten.com/archives/000763.html>

panarabisme vient à renaître, il sera celui des Lumières et il devra inclure et respecter la participation à égalité de *toutes* les personnes issues des communautés religieuses et ethniques du Moyen Orient, en particulier les Juifs, dont certains sont arabes et les Kurdes, qui ne le sont évidemment pas. En Turquie, en Iran, en Israël, les arabes sont en minorité : la logique égalitaire leur est également nécessaire, et le panarabisme exclusif et militant est un danger permanent.

Enfin, nationalisme **positif** car c'est la première fois depuis la décolonisation que les mouvements nationaux, au lieu de prendre la forme d'une dénonciation de l'impérialisme occidental et du colonialisme, demandent ouvertement aux démocraties occidentales leur appui ouvert et inconditionnel.

- Des révolutions **libérales et démocratiques**

Et que revendiquent précisément les manifestants ? Pourquoi meurent-ils en ce moment Syrie, au Yémen, en Lybie ? Ils ne meurent ni pour le Paradis, ni par goût du chaos, mais pour des causes que l'histoire universelle connaît bien: ***l'habeas corpus, la liberté et la justice sociale.***

- Nous réclamons le droit de vivre en paix et de nous exprimer librement sans tortures, disparitions et exils forcés,
- Nous exigeons une participation et une alternance démocratique à la tête des exécutifs,
- Nous voulons la justice sociale, le rejet de la corruption et le bannissement des clans à la tête des monarchies absolues ou des républiques dénaturées, telles ces « monarbliques », *jamlaka* (de *jumhuriyya*, république, et *mamlaka*, monarque), régimes monstrueux engendrés par les partis uniques et militaires putschistes, qui volent l'Etat, oppressent et pillent le peuple tout en s'érigeant en dynasties. **La traduction de leurs chefs en justice, forme sophistiquée de la nonviolence, est une priorité de notre travail juridique.**

En réclamant au péril de leur vie ces droits universels, les manifestants contredisent deux idées qui tendaient à gagner du terrain :

- Celle selon laquelle les **droits de l'homme ne sont qu'une idéologie européo-centrée** voire nordique qui aurait vocation à être marginalisée dans un monde où les cartes sont rebattues au

profit des émergents. Ce sont les voisins méditerranéens du Sud et de l'Est qui redonnent un souffle vital aux idéaux universels de l'Europe fatiguée!

- L'Idée, ancienne parmi les élites arabes, mais également répandue en Europe, selon laquelle les **peuples arabes et musulmans ne sont pas prêts pour/compatibles avec la démocratie** et qu'il leur faut un régime fort pour les tenir.
- Des révolutions postislamiques

J'emprunte ici le concept très pertinent d'Olivier Roy. C'est une évidence, la place de l'idéologie révolutionnaire et de l'Islam a été secondaire dans le déclenchement des mouvements. Les mouvements musulmans d'opposition ont été pris par surprise, puis se sont raccrochés aux manifestations après résistance initiale des éléments les plus conservateurs. L'Arabie Saoudite continue à représenter la version la plus honteuse d'un régime prétendument islamique, et il est urgent de mettre fin à l'intervention militaire saoudienne à Bahrein.

Et n'en déplaise à Téhéran, **c'est l'anti modèle iranien qui se développe à Damas**, et il est clair que la chute éventuelle du régime syrien représentera le développement régional le plus grave pour un Iran de plus en plus autoritaire et isolé. C'est la première opportunité d'en finir avec la dictature religieuse iranienne depuis l'instauration du régime en 1979. Le succès de la révolution en Syrie marquera en outre un changement profond du sens et de l'échelle des événements en cours. Un mouvement nonviolent dont les dirigeants sont au pouvoir à Damas, au Caire, en Palestine offre l'autre grande promesse, celle d'une **alternative sérieuse à l'axe du « Refus et de la Résistance »** pour la résolution du conflit arabo-israélien.

Nous venons donc de suggérer que ces révolutions appartiennent à l'histoire universelle de la démocratie : 1789 pour les idéaux universalistes, 1848 pour les nationalismes, 1989 pour l'effet domino. Pourtant, certains éléments sont radicalement nouveaux au Moyen-Orient et extraordinaires du point de vue de la philosophie politique:

- **l'adoption de la non violence comme principe d'action spontané.** C'est pour nous un élément crucial. Nous défendons depuis longtemps une philosophie de l'action non violente plus

sophistiquée que celle de Gandhi. Plus sophistiquée et volontariste dans le refus du paupérisme et du naturalisme gandhiens, tout d'abord,<sup>3</sup> et dans la place du droit comme instrument essentiel de la non-violence ensuite.<sup>4</sup> Avec nos collègues, la lecture des origines de la non violence au Moyen Orient a commencé déjà. Chibli Mallat l'a avancée dans son livre sur la Révolution du Cèdre en 2007. Sadek Jalal al-Azm en retrace les origines dans le printemps de Damas en 2001.<sup>5</sup> Certains remontent jusqu'à la première Intifada palestinienne. Et la nonviolence était au cœur du manifeste de 40 ONGs du Moyen-Orient présenté à la rencontre du G-8 en Septembre 2004 à New York.<sup>6</sup> Dans cet esprit essentiel de la Révolution en marche, il faut absolument empêcher que, comme entre Benghazi et Tripoli, le spectre de la guerre ne s'imisce au cœur de ces révolutions non violentes. Un scénario semblable risque malheureusement de se répéter en Syrie et au Yémen. Nous avons agi à Bahreïn pour l'empêcher, mais la réussite à Bahreïn ne se fera pas dans le statu quo.

- L'absence de leader charismatique : pas de Napoléon, pas de Caudillo, ni d'homme providentiel. Ce sont simplement les gens comme vous et moi qui se sont organisé et ont établi un mode de coordination horizontale efficace grâce aux nouveaux medias. **Cette absence de figure d'autorité, c'est à la fois la force, la beauté de ces révolutions et leur principale faiblesse**

---

<sup>3</sup> L'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais, Rafic Hariri, qui a déclenché la Révolution du Cèdre le 14 février 2005, a tût été l'occasion d'un argument sur son tempérament profondément non-violent qui le rapprochait de Gandhi, par ailleurs si différent. Le pari, tenu jusqu'aujourd'hui même au Liban malgré les assassinats et les guerres contre les révolutionnaires, était celui de la pérennisation du sacrifice ultime de Hariri par la perpétuation de la nonviolence. Voir dossier 'Hariri and Gandhi: Promise of non-violence', [French](#), *Le Monde*, Tribune Libre 20 May 05, [English](#) *Democracy in Lebanon*, 9 May 05.'

<sup>4</sup> Mallat 'Non-violence et Etat de droit', *Travaux et Jours* (USJ, Beirut), 64, 1999, 29-41. (Also published in English, 'Non-violence and the rule of law', in Thomas Scheffler ed., *Religion between violence and reconciliation*, Beirut 2002, 419-31, and in Arabic in *an-Nahar*).

<sup>5</sup> Voir la très belle analyse de Sadeq Jalal al-'Azm, 'rabi' 'arabi: li-madha fi hadha al-waqt bil-dhat? [Printemps arabe, pourquoi maintenant?], *new-Syria.com*, 13 Mai 2011.

<sup>6</sup> Ces textes sont repris dans une contribution faite ici-même il y a sept ans, Mallat, '[Démocratie au Moyen-Orient: un parcours personnel, 2004](#)', in Commission Européenne, *Dialogue between peoples and cultures: Actors in the dialogue*, Brussels 2005, 130-69. Voir le texte sur la toile, [http://ec.europa.eu/dgs/education\\_culture/publ/pdf/culture/dialogue.pdf](http://ec.europa.eu/dgs/education_culture/publ/pdf/culture/dialogue.pdf). Pour le manifeste présenté à New York à la réunion du G-8 le 24 septembre 2004, et intitulé 'three imperatives', voir pp.158-161, et suivantes.

dans le contexte du « jour d'après ». C'est là où le droit devient essentiel, car 'un Etat de droit n'est pas un Etat de personnes, mais celui d'institutions'.

- Enfin, l'aspect générationnel et de genre ne saurait être surestimé. Ces révolutions marquent l'entrée de la jeunesse et des femmes arabes en politique. Mais l'apparence des femmes au MO est trompeuse pour l'Occident, facilement séduit par les élégances d'une gracieuse Première Dame de dictateurs, et prompt à réprouver le Niqab de celles qui descendent dans la rue au péril de leur vie pour exiger la fin d'une dictature... Un autre paradigme est donc nécessaire.

### Avenir de la Révolution

Le premier avenir est global : aucune exception dans la région, ni saoudienne, ni iranienne, ni israélienne. Au risque de prendre un pari réfléchi, nous vous avançons la thèse suivante. La révolution sera encore plus globale que vous ne pouvez l'imaginer, et nous avons commencé à tisser son réseau chinois, activement.<sup>7</sup>

Rien n'est cependant assuré, et voici les paramètres de la contre-révolution:

- L'ancienne garde: la gamme des menaces va de la résistance passive de l'ancienne garde à la violence contre-révolutionnaire, comme pour la révolution du Cèdre, noyée dans le sang des assassinats ciblés. Pour contrer ces menaces, il nous faudra réfléchir aux modalités d'engagement durable de la société civile dans la gestion de la période postrévolutionnaire. Ce travail est politique, mais il est surtout constitutionnel. Droit à la Nonviolence a avancé la thèse du moment constitutionnel, y a pris part activement en Egypte et à Bahreïn. Nous appelons à la création d'une « **cellule constitutionnelle de crise** », elle est urgente en Lybie, au Yémen, en Syrie, et le travail se poursuit en Egypte et au Bahreïn, comme en Afrique du Nord.<sup>8</sup>

---

<sup>7</sup> Voir notre participation à un congrès des démocrates chinois à Los Angeles, [http://www.righttononviolence.org/index.php?option=com\\_content&view=article&id=107:from-mauritania-to-china-&catid=35:middle-east](http://www.righttononviolence.org/index.php?option=com_content&view=article&id=107:from-mauritania-to-china-&catid=35:middle-east).

<sup>8</sup> Sur le travail constitutionnel en Egypte, publié en anglais dans le *Harvard Journal of International Law* et en arabe dans le *Nahar*, [http://www.righttononviolence.org/index.php?option=com\\_content&view=article&id=80&Itemid=26](http://www.righttononviolence.org/index.php?option=com_content&view=article&id=80&Itemid=26); sur les

- Un travail positif sur le **rôle des islamistes** est nécessaire. Ils chercheront naturellement à maximiser leur rôle dans la période postrévolutionnaire. Les déclarations en provenance de Tunisie et d’Egypte sur la démocratie sont encourageantes et l’on peut espérer qu’une part importante des islamistes se rallie au modèle AKP, mais il faudra rester vigilant et ne pas se faire d’illusions : une frange extrême persistera longtemps, qui utilisera les violences sectaires les plus brutales pour dominer l’agenda. Nous avons nos idées, et de grandes amitiés chez les islamistes qui croient à la liberté et à la non violence. Mais c’est un travail difficile et délicat.
- Plus généralement, nous nous inquiétons des risques d’un passage rapide à une démocratie sans l’établissement préalable des cadres d’un Etat de droit : absence de cadre constitutionnel et juridictionnel, question de la protection des minorités. Ici se pose particulièrement **la question jamais résolue des états multi confessionnels** qui continue à fragmenter le Liban et tous les autres pays de la région, le Soudan en étant l’exemple le plus actuel. Il n’y a pas de solution évidente dans nos pays, tant l’identité religieuse y est forte. Là encore, le travail constitutionnel est essentiel, mais la science constitutionnelle n’a pas encore réussi à présenter un modèle utile. C’est là sans doute que le Moyen-Orient est la région du globe la plus difficile. Nous avons quelques idées, sur la base d’un travail approfondi et surtout une pratique, mais l’important, comme point de départ, est de ne pas se faire d’illusions sur la difficulté de la tâche qui nous attend.

### Quel rôle pour l’UE?

Nous souhaitons tout d’abord mettre en garde contre un certain nombre de reflexes et d’erreurs d’analyses :

- Le prisme sécuritaire et l’islamophobie qui montent en ce moment en Europe sont de très mauvais conseil. Il est incompréhensible pour nous que la première conséquence de

ces révolutions libérales soit la remise en cause de Schengen!! L'image terrible nous vient à l'esprit **d'un homme qui brise ses chaînes et dont le voisin craint les éclats**. Si un langage universel des droits de la personne est une réalité, le travail sur la composante islamique de ce langage est important. Nous avons déjà commencé, et l'un de nos collègues de Najaf les plus éminents est auteur d'un traité sur la société non violente dans l'Islam.<sup>9</sup> Mais le travail des deux côtés de la Méditerranée, y compris constitutionnel, est à présent urgent. L'Europe doit être, doit apparaître généreuse. C'est la doctrine Prodi dont nous avons besoin: 'tout sauf les institutions'. Elle avait été annoncée ici-même en 2002, instaurée en Article 8 du Traité consolidé de Lisbonne. A nous de la prendre enfin au sérieux. Et au cœur de cet engagement se trouve la liberté de mouvement aujourd'hui gravement mise en cause.<sup>10</sup>

- Attention également au plaquage de solutions et de concepts inappropriés. Ainsi, la laïcité et l'idée de séparation du religieux et du politique ne sont pas toujours opérationnelles au Moyen-Orient. La laïcité en particulier est associée au Moyen Orient aux dictatures baathistes et consorts, et si l'on souhaite que les islamistes rejoignent le jeu démocratique, l'idée de séparation du religieux et du politique n'est pas de mise dans son carcan habituel. L'Europe a ses propres problèmes vis-à-vis du religieux qu'elle ne doit pas exporter au Moyen-Orient qui est autrement complexe.

Il nous a déjà été donné de faire des recommandations à l'Europe, et au G-8, mais elles n'ont été suivies d'aucun effet. La seule utile aujourd'hui est un sérieux Projet Jean Monnet transméditerranéen d'un style nouveau, inspiré par le travail en profondeur de Jean Monnet et qui donnerait une place prééminente aux réseaux de la société civile

Il nous apparaît donc essentiel que l'Europe et ses membres tirent pour la suite des leçons de ce qu'il s'est passé:

---

<sup>9</sup> Hasan Bahr al-'Ulum, *Mujtama' alla 'unf: dirasat fi waqe' al-umma al-islamiyya* ('La société non-violente: Etude des réalités du monde musulman'), Koweït 2004.

<sup>10</sup> Là aussi, la rencontre initiale où la doctrine Prodi a été annoncée est le produit de travail de l'action Jean Monnet, lors d'une conférence comme celle d'aujourd'hui, organisée par Mme Belen Bernaldo de Quiros le 5 décembre 2002. Voir les références et traitement dans Mallat, "Des relations privilégiées entre l'Union Européennes et les pays voisins: Les tribulations de l'Art. 8 du Traité de Lisbonne (TUE)," dans *Mélanges Soldatos*, sous presses à Bruylant, Bruxelles 2011.

1. **Aller vers les sociétés et la jeunesse.** Les ambassades et délégations passent trop de temps en coordination internes et trop peu à aller à la rencontre du pays réel. Il faut sortir de vos murs et aller entendre et participer aux débats dans les universités. Là aussi, souvent les diplomates s'interdisent d'aller sur les nouveaux medias sociaux pour des raisons de devoir de réserve et de confidentialité. C'est une grave erreur.
2. **Soutenir maintenant les nouveaux acteurs** qui émergent de ces révolutions. En ce moment même, les sociétés foisonnent d'idées, d'initiatives, des associations naissent au niveau du quartier ou au plan national. C'est maintenant qu'il faut aider les acteurs de ces révolutions à s'institutionnaliser sous peine de voir, comme pour la révolution du Cèdre, le mouvement s'épuiser et le retour au *business as usual* et aux amères désillusions d'une révolution avortée, toujours favorables aux extrêmes. **Or, en l'état actuel des procédures européennes, l'accès aux fonds est une course d'obstacle** qu'aucune nouvelle association issue des révolutions arabes ne saurait franchir. Il est bel et bon d'augmenter les fonds disponibles, mais à quoi cela sert s'ils n'arrivent pas en bout de chaîne aux acteurs concernés? Il faut réfléchir à un *fast track* pour faire parvenir au plus vite les fonds européens aux vrais acteurs des révolutions. Nous avons nos idées, nous sommes à votre disposition.

En guise de conclusion, laissez-moi former le vœu que l'Europe, qui a dialogué sans fin avec les dictateurs et tenté sans succès depuis 1995 de promouvoir la démocratie et les droits de l'homme au sud de la Méditerranée,<sup>11</sup> soit à la hauteur de ces événements historiques comme elle l'a été pour l'Europe Centrale.

Nous y sommes, nous avons déjà commencé, la révolution est en marche.

Hic Rhodus, hic salta!

Je vous remercie.

---

<sup>11</sup> 'La paix en Méditerranée, c'est la victoire d'autres acteurs du dialogue que ceux qui, au Sud et à l'Est, y ont jusque-là participé. Investir dans la culture est une perte de temps si l'objectif *déclaré* du dialogue, dialogue par définition non violent, mais dialogue de rupture musclé et critique, n'affiche pas son objectif de changer les présidents, rois et autres dialogueurs en chef dans les gouvernements du sud et de l'est de la Méditerranée. Au Nord, ce changement est naturel et s'appelle «alternance».' Mallat, '25 mai [2004] — Bruxelles — Note critique sur le «rapport des Sages» de la Commission européenne', in Commission Européenne, *Les acteurs du dialogue*, op.cit., p,145.